

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2312

19 septembre 2013

SOMMAIRE

Allied Financial Investments SICAV-FIS	110945	Eyewear de Lux S.à r.l.	110936
Altice Pool S.à r.l.	110972	Falcon II Real Estate Investments S.à r.l.	110932
Atalaya Luxco 3	110960	FaVo S.à r.l.	110935
BBA Aviation Luxembourg Holdings S.à r.l.	110930	FC2I S.A.	110935
BBA Luxembourg Finance S.à r.l.	110930	Fédération Générale des Instituteurs Luxembourgeois, société coopérative	110937
Beau Rivage Real Property Holding S.A.	110961	Feel Green S.à r.l.	110938
BlueBay European Distressed Opportunities Investments (Luxembourg) S.à r.l.	110975	Feuerbestattungen Luxemburg S.à r.l.	110934
Boston A1 S.à r.l.	110975	FIDEURO	110938
Cafco International S.A.	110930	Field Point I-A RE 7 S. à r.l.	110934
Camoplast Solideal Holding S.A.	110930	Field Point PE VII (Luxembourg) S.à r.l.	110935
Commissaire aux Comptes S.A.	110931	Finance BR S.à r.l.	110933
Cool Holding Ltd.	110976	Financial Reporting Systems Luxembourg S.A.	110931
Coronado Holding S.A.	110931	Financom Venture S.A.	110936
Cosma Finance International S.A.	110931	Finassurlux S.A.	110937
CP Crystal Luxco S.à r.l.	110932	FINI Real Estate I S.à r.l.	110938
Danatec S.à r.l.	110933	Fini S.A.	110939
Data Center S.C.A.	110932	Flextronics Asset Management and Investments Limited Liability Company Luxembourg Branch	110943
Data Center Services S.à r.l.	110939	Forest Green SA	110937
Data Services S.C.A.	110939	Fox International Channels Europe Luxembourg S.à r.l.	110934
Dean Foods European Holdings, S.à r.l.	110932	Franvest S.à r.l.	110934
Decal International Holding S.A.	110939	Fundo de Investimento Privado - Angola Management S.à r.l.	110938
Dry Bulk Bagging S.A.	110930	Gulf SAQR S.à r.l.	110934
Duara SA	110935	Hansofal S.A., SPF	110937
Dynasty Capital S.A.	110935	K.C. 5000 s.à r.l.	110938
Dyn-Pan International S.A.	110933	Lumedia Europe S.A.	110939
Ebsylon S.à r.l.	110933	P2A Participations S.A.	110942
E-Sound	110932	SLK Management S.à r.l.	110940
Europe 94 S.A.	110976	Spider Pigs Lëtzebuerg	110969
European Human Ressources Holding S.A.	110936	Talgo Investment S.A.	110959
Europe Sports Group S.à r.l.	110931	Tatimati S.A.	110944
Europolis S.A.	110936		
Eurowind S.A.	110936		

BBA Aviation Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.587.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106642/9.

(130130094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

BBA Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 84.258.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106643/9.

(130130093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Cafco International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 42, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 20.903.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marie-Jeanne KIEFFER.

Référence de publication: 2013106706/10.

(130130317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Camoplast Solideal Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 162.661.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Référence de publication: 2013106707/10.

(130130260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Dry Bulk Bagging S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 162.120.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social le 28 juin 2013 à 11h30

- L'assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur d'Emmanuel CUKROWICZ, Marcel GENADRY, Walter SYMONS et Dirk VERCRUYSEN pour une nouvelle période statutaire de six ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

- L'assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Réviseur d'Entreprises Agréé de KPMG Audit S.à r.l. pour une période venant à échéance à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui approuvera les comptes au 31 décembre 2013.

Pour extrait conforme

Le Domiciliataire

Référence de publication: 2013106758/16.

(130129665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Coronado Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 60.025.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106733/10.

(130130190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Commissaire aux Comptes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4276 Esch-sur-Alzette, 44, rue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 131.410.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013106727/10.

(130130029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Cosma Finance International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 51.217.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COSMA FINANCE INTERNATIONAL SA

Société Anonyme

Référence de publication: 2013106734/11.

(130129789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Europe Sports Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1146 Luxembourg, 30, rue Ausone.

R.C.S. Luxembourg B 168.185.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106841/9.

(130129427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Financial Reporting Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 54.638.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013106882/14.

(130129935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

CP Crystal Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 169.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 23 juillet 2013.

CP Crystal Luxco S.à r.l.

Référence de publication: 2013106736/11.

(130129590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Data Center S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 170.139.

Les comptes annuels au 31 December 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013106748/10.

(130129799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Falcon II Real Estate Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 127.451.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106852/9.

(130130378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Dean Foods European Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 149.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Dean Foods European Holdings, S.à r.l.

P. Denayer / J. Mudde

Gérant A / Gérant A

Référence de publication: 2013106751/13.

(130129534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

E-Sound, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 75.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013106783/11.

(130129857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Ebsylon S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 16, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 151.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Pour la société

Référence de publication: 2013106784/11.

(130129690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Dyn-Pan International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 9.795.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société DYN-PAN INTERNATIONAL S.A., société anonyme: Madame Viviane HENGEL, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Yves BIEWER.

Luxembourg, le 29.07.2013.

Pour: DYN-PAN INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013106777/18.

(130130504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Danatec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 132.058.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013106761/10.

(130130137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Finance BR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.500.000,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 146.618.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.07.2013.

Pour: FINANCE BR S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013106879/15.

(130129766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Franvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 107.720.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106867/9.

(130129920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Fox International Channels Europe Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 104.278.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Référence de publication: 2013106864/11.

(130129962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Field Point I-A RE 7 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 122.587.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2013106857/11.

(130129605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Feuerbestattungen Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 152.293.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013106856/10.

(130129771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Gulf SAQR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 117.440.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2013106931/13.

(130130450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Duara SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 85.714.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2013.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2013106776/12.

(130129693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Dynasty Capital S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 84.628.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2013.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2013106778/12.

(130130439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

FC2I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 12, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 98.496.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106871/9.

(130130210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Field Point PE VII (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 119.325.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2013106858/11.

(130129723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

FaVo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 156.814.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2013106855/10.

(130130153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

European Human Ressources Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 145.690.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Pou la Société

Signature

Référence de publication: 2013106843/12.

(130130136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Eyewear de Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6735 Grevenmacher, 5-7, rue de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 168.092.

Zum 28. Juni 2013 ergibt sich folgende Änderung:

Nicht mehr Geschäftsführer ist:

Thomas MEYER, geboren am 15. Oktober 1970, wohnhaft/beruflich ansässig in Hahnenstrasse 44, D-66292 Riegelsberg
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Im Auftrag: Breuer & Trinh Tax Consulting UG (haftungsbeschränkt) & Co. S.C.S., Fiduciaire

Référence de publication: 2013106847/12.

(130129476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Financom Venture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 79.573.

Les comptes annuels au 31 octobre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106883/9.

(130129619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Eurowind S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 139.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROWIND S.A.

Référence de publication: 2013106845/10.

(130130111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Europolis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 97.494.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant en date du 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2013106844/11.

(130129917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Finassurlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 61.980.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106884/9.

(130129956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Hansofal S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 138.582.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 14 juin 2013 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée Générale ratifie à l'unanimité la nomination par le Conseil d'Administration du 15 janvier 2013, de la société PACBO EUROPE Administration et Conseil, Administrateur, représentée par M. Patrice CROCHET, en remplacement de la société COSAFIN S.A.

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateur de:

- Monsieur Joseph WINANDY,

- JALYNE S.A., représentée par Monsieur Jacques BONNIER,

- PACBO EUROPE Administration et Conseil, représentée par Monsieur Patrice CROCHET,

L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes:

- Monsieur Pierre SCHILL

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2013.

Pour copie certifiée conforme

- / JALYNE S.A.

Signatures

Président / Administrateur

Référence de publication: 2013106942/24.

(130130476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

FGIL, Fédération Générale des Instituteurs Luxembourgeois, société coopérative, Société Coopérative.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Sauvage.
R.C.S. Luxembourg B 5.535.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013106850/10.

(130129691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Forest Green SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 120.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013106863/11.

(130130192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

FINI Real Estate I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 140.456.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013106886/9.
(130129467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Feel Green S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7416 Brouch, 16, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 104.436.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schmit Philippe / Goebels Alain
Les gérants

Référence de publication: 2013106872/11.
(130130308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

FIDEURO, Société Anonyme Unipersonnelle.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 151.304.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 26 juillet 2013.
Un mandataire

Référence de publication: 2013106873/11.
(130130089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Fundo de Investimento Privado - Angola Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 151.210.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013106868/10.
(130129880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

K.C. 5000 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5518 Remich, 19, rue de la Corniche.
R.C.S. Luxembourg B 67.981.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.
259 ROUTE D'ESCH
L-1471 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2013107016/13.
(130129320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Data Center Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 170.770.

Les comptes annuels au 31 December 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013106749/10.

(130129965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Fini S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 140.250.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106887/9.

(130129466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Data Services S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 170.140.

Les comptes annuels au 31 December 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013106750/10.

(130129800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Decal International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 45.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juillet 2013.

Référence de publication: 2013106752/10.

(130130143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Lumedia Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 183, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 78.209.

Extrait de résolution de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2012:

Les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué, ainsi que du commissaire sont reconduits pour une nouvelle durée de 6 ans jusqu'à l'assemblée ordinaire qui se tiendra en 2018 pour les fonctions suivantes:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2012.

LUMEDIA EUROPE S.A.

Daisy TCHEN-WOO

Administrateur

Référence de publication: 2013107098/15.

(130130087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

SLK Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 175.853.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of July,
before us Maitre Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

SLK Management Oy, a limited liability company governed by the laws of Finland, with registered office at c/o Suomen Lähikauppa Oy, Sörnäistenkatu 2, 00580 Helsinki, Finland and registered with the Trade Register of Finland under the Business Identity Code 2536465-2 (the "Shareholder"),

hereby represented by Me Marc Frantz, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on July 16, 2013,

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of SLK Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary dated 1 March 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1097 of 8 May 2013 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 175.853 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one euro cent (EUR 0.01) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twelve thousand five hundred euro and one cent (EUR 12,500.01).

2 To issue one (1) new ordinary share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for this new ordinary share, with payment of a share premium in a total amount of one million two hundred fourteen thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-nine cent (EUR 1,214,999.99) by SLK Management Oy and to accept full payment in cash for this new ordinary share.

4 To amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase.

5 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one euro cent (EUR 0.01) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twelve thousand five hundred euro and one cent (EUR 12,500.01).

Second resolution

The Shareholder resolved to issue one (1) new ordinary share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared the Shareholder, prenamed, represented by as aforementioned.

The Shareholder declared to subscribe for one (1) new ordinary share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), together with the payment of a share premium in a total amount of one million two hundred fourteen thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-nine cent (EUR 1,214,999.99) and to fully pay in cash for this new ordinary share.

The aggregate amount of one million two hundred fifteen thousand euro (EUR 1,215,000.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Third resolution

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the one (1) new ordinary share according to the above mentioned subscription.

110941

Fourth resolution

The Shareholder resolved to amend the 1st paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

" **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro and one cent (EUR 12,500.01) divided into one million two hundred fifty thousand and one (1,250,001) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, all of which are fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept juillet,

par devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

SLK Management Oy, une société à responsabilité limitée régie par les lois de Finlande, ayant son siège social au c/o Suomen Lähikauppa Oy, Sörnäistenkatu 2, 00580 Helsinki, Finlande et immatriculée au Registre de Commerce de Finlande sous le Business Identity Code 2536465-2 (l'«Associé

représentée aux fins des présentes par Maître Marc Frantz, avocat, demeurant à Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 16 juillet 2013.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de SLK Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), dont le siège social est au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 1 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1097 du 8 mai 2013 et immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.853 (la «Société»). Les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un centime d'euro (EUR 0,01) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à douze mille cinq cents euros et un centime (EUR 12.500,01).

2 Émission d'une (1) part sociale ordinaire nouvelle d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales ordinaires existantes.

3 Acceptation de la souscription de cette nouvelle part sociale ordinaire, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total d'un million deux cent quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (EUR 1.214.999,99) par SLK Management Oy à libérer intégralement en espèces.

4 Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital.

5 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un centime d'euro (EUR 0,01) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à douze mille cinq cents euros et un centime (EUR 12.500,01).

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'émettre une (1) part sociale ordinaire nouvelle d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu l'Associé, prénommé et représenté comme mentionné ci-dessus.

L'Associé a déclaré souscrire à une (1) part sociale ordinaire nouvelle d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant total d'un million deux cent quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (EUR 1.214.999,99) à libérer intégralement en espèces.

Le montant total d'un million deux cent quinze mille euros (EUR 1.215.000,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

Troisième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre la part sociale ordinaire nouvelle conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Quatrième résolution

L'Associé a décidé de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

" **Art. 5. Capital Émis.** Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros et un centime (EUR 12.500,01) divisé en un million deux cent cinquante mille et une (1.250.001) part sociale ordinaire («Parts Sociales Ordinaires»), ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées"

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante ci-avant, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: M. Frantz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 18 juillet 2013. REM/2013/1289. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110619/139.

(130133088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

P2A Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 157.474.

L'an deux mille treize, le dix-sept juillet

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "P2A Participations S.A.", ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 157474, constituée suivant acte reçu le 10 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 296 du 12 février 2011; dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Maître Pierre Olivier Wurth, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Flora Gibert, clerc de notaire demeurant professionnellement à Luxembourg. Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 800 (huit cents) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

110943

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 110.000,- (cent dix mille Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 80.000,- (quatre vingt mille Euros) à EUR 190.000,- (cent quatre vingt dix mille Euros) par l'émission de 1.100 (mille cent) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euro) chacune, par apport en numéraire.

2.- Souscription, libération.

3.- Modification afférente de l'article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de EUR 110.000,- (cent dix mille Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 80.000,- (quatre vingt mille Euros) à EUR 190.000,- (cent quatre vingt dix mille Euros) par l'émission de 1.100 (mille cent) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euro) chacune, par apport en numéraire.

Deuxième résolution:

L'assemblée décide d'admettre à la souscription des 1.100 (mille cent) actions nouvelles l'actionnaire unique Monsieur Denis Chaussinand.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite l'actionnaire unique, prénommé, représenté par Maître Pierre-Olivier Wurth prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé demeurée annexée aux présentes a déclaré souscrire aux mille cent (1.100) actions nouvelles, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme EUR 110.000,- (cent dix mille Euros) ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à cent quatre vingt dix mille Euro (EUR 190.000) divisé en mille neuf cents (1.900) actions nominatives d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100) chacune, lesquelles sont entièrement libérées (à raison de 100 %)."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille quatre cents euros. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P-O.WURTH, F.GIBERT, J.ELVINGER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 19 juillet 2013. Relation: LAC/2013/33796.

Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013109401/60.

(130131985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Flextronics Asset Management and Investments Limited Liability Company Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 130.987.

Les comptes annuels de Flextronics Vagyonkezelő és Befektetési Korlátolt Felelősségű Társaság, maison-mère de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013106862/13.

(130129769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Tatimati S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 106.264.

L'an deux mille treize.

Le deux juillet.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TATIMATI S.A., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg section B numéro 106.264,

constituée en Suisse et transférée au Grand-Duché du Luxembourg, aux termes d'un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 décembre 2004, publié au Mémorial C numéro 595 du 21 juin 2005.

La séance est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Madame Maria SANTIAGO-DE SOUSA, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Madame la Présidente expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les SIX CENTS (600) ACTIONS d'une valeur nominale de DEUX MILLE EUROS (EUR 2.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de UN MILLION DEUX CENT MILLE EUROS (EUR 1.200.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1) Décision de mettre la société en liquidation

2) Nomination de FIDESCO S.A. comme liquidateur.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de fixer le nombre de liquidateur à un (1).

Est nommé liquidateur:

La société FIDESCO S.A., établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 68.578.

L'assemblée confère au liquidateur les pouvoirs les plus étendus et notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi concernant les sociétés commerciales, sans qu'il doit recourir à une autorisation particulière de l'assemblée générale.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires.

Il est spécialement autorisé à vendre de gré à gré tout l'actif immobilier de la société, d'encaisser le prix de vente et de renoncer au privilège du vendeur et à l'action résolutoire.

Il engage la société moyennant sa seule signature.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Maria Santiago, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 juillet 2013. Relation: EAC/2013/9111. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé) Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013110675/58.

(130133295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

**Allied Financial Investments SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV
- Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 179.149.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the twenty-fourth day of July.

Before Us Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of his colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), who last named shall remain depositary of the present deed.

There appeared:

1.- Allied Financial Investments, a société anonyme (public limited company) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg (the "Managing Partner"),

here represented by Mr. Max MAYER, employee residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

by virtue of a power of attorney delivered to him, and

2.- Mr. Régis REZAG, companies' director, born in Toulouse on June 19, 1967, residing at 60 Lotissement Le Village, 31840 Aussonne, France,

here represented by Mr. Max MAYER, employee residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

by virtue of a power of attorney delivered to him, and

The said proxies, signed ne varietur by the appearing parties and the Notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their here above-stated capacities, have required the Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg société en commandite par actions (partnership limited by shares) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisée (SICAV-FIS), the articles of incorporation of which (the "Articles") shall be as follows:

A - Name, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a société en commandite par actions (partnership limited by shares) qualifying as a fonds d'investissement spécialisée with variable capital under the name of "Allied Financial Investments SICAV-FIS" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

In any case, the Company may be put into liquidation at any time upon proposition of the Managing Partner (as defined below) by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of the Articles.

The Company shall not be dissolved in the event that its Managing Partner resigns its mandate, is liquidated, declared bankrupt or is otherwise unable to carry on its business. In such circumstances, the general meeting of shareholders of the Company shall appoint a new Managing Partner.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other assets and financial instruments as authorised by the law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time (the "Law"), with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office of the Company may be moved within the same municipality by a simple decision of the Managing Partner. Branches, subsidiaries or other offices may be established, anywhere in the Grand Duchy of Luxembourg by a simple decision of the Managing Partner.

If the Managing Partner considers that extraordinary events of a political, military, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this registered office and abroad,

have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

B - Capital

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by shares (the "Shares") of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined below), if any.

The capital of the Company is stated in euros ("EUR" or "Euros").

The subscribed capital of the Company can not be lower than the minimum level provided for by the Law.

The share capital of the Company is represented by the Management Shares (the "Management Shares") subscribed by the Managing Partner as unlimited shareholder (Associé Commandite), and by limited shares of different classes as the case may be (actions de commanditaires) (the "Limited Shares") subscribed by the limited shareholders (the "Limited Shareholders").

At the incorporation, the initial share capital of the Company is set at one hundred fifty five thousand Euros (EUR 155,000.-) represented by one (1) Management Share, with no nominal value, subscribed by the Managing Partner, and thirty (30) Limited Shares, with no nominal value, which were five percent (5%) paid-up. The minimum subscribed capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorized as a specialised investment fund in accordance with the Law.

The Company's share capital shall vary with no need to amend the Articles, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its Shares.

For the purposes of the consolidation of the accounts the reference currency of the Company shall be Euros.

Art. 6. Sub-funds. At any time, different classes of Limited Shares may be created by decision of the Managing Partner, each one corresponding to a distinct part or sub-fund of the Company's net assets (hereinafter referred to as a "Sub-Fund") within the meaning of the Law. The Managing Partner may assign to each Sub-Fund specific investment objective and policy, specific investment restrictions as well as a particular name.

At the incorporation the Company is composed of one class of Limited Shares which is deemed to correspond for the purpose of the Articles to a Sub-Fund even if, until creation of additional Sub-Fund(s), this class includes all the net assets of the Company.

At any moment additional Sub-Funds may be created by decision of the Managing Partner, provided the rights and duties of the shareholders of the existing Sub-Funds will not be modified by such creation.

Each Sub-Fund may be created for an unlimited or limited period of time. The Managing Partner may reduce, or if the Sub-Fund has been created with a limited period of time, at the expiry of such initial period of time, extend the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Limited Shares in the relevant Sub-Fund, in accordance with article 5 above, and article 11 below, notwithstanding the provisions of article 36 below.

At each prorogation of a Sub-Fund, the shareholders shall be duly notified in writing, by a one-month notice sent to their registered address as recorded in the register of Shares of the Company.

The offering documents of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its prorogation and liquidation rules, which need to be consistent with those stated in Articles 31 and 36 below.

Within the Company, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds.

The Company shall be considered as one single legal entity. However, pursuant to article 71 (5) of the Law and notwithstanding article 2093 of the Luxembourg Civil Code, with regard to third parties, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it and creditors of a Sub-Fund have no recourse to the assets of the other Sub-Funds. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

The Managing Partner, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the offering documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis to the extent that the investment policy of each considered Sub-Fund allows it.

The net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro (EUR), be converted into Euro (EUR) and the total net assets of the Company shall be the total of the net assets of all Sub-Funds.

C - Shares

Art. 7. Form of Shares. The Shares shall be issued in registered form only.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price by the Company, receive title to the Shares purchased by him and, upon application, obtain delivery of definitive share certificates.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Managing Partner or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and class of registered Shares it holds, the amounts paid and the bank wiring details of the shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences its right of ownership on such registered Shares. Any entry in the register of shareholders shall be signed by the Managing Partner or by one or more other persons duly authorized thereto by the Managing Partner. Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a written confirmation of their shareholding instead. If a shareholder desires to obtain share certificates, related costs will be charged to such shareholder. The share certificates, if any, shall be signed by the Managing Partner. Such signature shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Managing Partner; in this latter case, the signature shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Managing Partner may determine.

All notices and announcements may be sent by the Company to the address provided by the shareholders and entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address as above-described, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change its address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Limited Shares may be transferred at any time, subject to conditions determined by the Managing Partner for each class of Limited Shares, as the case may be, and as described in these Articles and the offering documents. The Management Shares held by the Managing Partner shall not be transferred.

Every Transfer (as defined below) of a registered Share shall be entered in the register of shareholders. Such inscription shall be signed by the Managing Partner or by one or more other persons duly authorized thereto by the Managing Partner.

Transfer of registered Shares shall be effected (a) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (b), if no Share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be entered in the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act thereto and in accordance with dispositions relating to the transfer of debts as provided by article 1690 of the Luxembourg civil code. Any instrument of transfer showing the consents of the transferor and the transferee in a way deemed as satisfactory by the Company may be required as evidence of the Transfer.

Any payments to shareholders, with respect to registered Shares, will be made at their addresses in the register of shareholders of the Company.

The Company may decide to issue fractional Limited Shares (up to the second decimal) to exclusively represent any remaining portion of subscription price, which would not be important enough to account for a complete Share. Such fractional Limited Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund on a pro rata basis.

The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of Shares is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such Shares.

Art. 8. Issue of Shares. The Limited Shares are reserved to well-informed investors within the meaning of article 2 of the Law (hereafter referred to as "Eligible Investors"). The Company will refuse to issue Shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as Eligible Investors in the meaning of the Law.

The Managing Partner is authorized without limitation to issue fully paid-up Limited Shares in any Sub-Fund at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential or pre-emptive right to subscribe for the new Limited Shares to be issued.

Besides the restrictions provided by the Law with respect to the investors, the Managing Partner may, amongst other things and without limitation:

(a) impose restrictions on the frequency at which Limited Shares of a certain Sub-Fund are issued and, in particular, decide that Limited Shares of a particular Sub-Fund will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the relevant offering documents;

(b) decide that Limited Shares of a particular Sub-Fund shall only be issued to persons or entities that have entered into a subscription agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for Shares, during a specified period, up to a certain amount;

(c) impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Managing Partner may determine to be appropriate) and fix a minimum subscription amount, and/or holding amount, as detailed in the offering documents or set by the Managing Partner from time to time;

(d) determine any default provisions on non or late payment for Shares or restrictions on ownership in relation to the Shares;

(e) in respect of any one given Sub-Fund levy a subscription charge and have the right to waive partly or entirely this subscription charge;

(f) decide that payments for subscriptions to Shares shall be made in whole or in part on one or more dealing dates or closings.

The above conditions and any further ones shall be mentioned and fully described in the offering documents of the Company.

Whenever the Company or any of its Sub-Funds offers Limited Shares for subscription, the price per share at which such Limited Shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the Managing Partner and detailed in the offering documents. Such price shall be increased, as the case may be, by the amount of subscription costs (including any fee or premium), as they are provided in the offering documents.

The price so determined shall be payable within a period provided by the Managing Partner and mentioned in the offering documents.

The Managing Partner may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued Limited Shares and to deliver such share certificates to the relevant subscribers.

The Company may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscription for Limited Shares.

The issue of Shares shall be suspended if the calculation of the net asset value is suspended pursuant to Article 16 hereafter.

Art. 9. Defaulting Investor. Without prejudice to any other rights stated by the law, Articles or offering documents, the Company may compulsorily redeem all or part of the Limited Shares of any investor who is a defaulting Investor in the meaning of the offering documents of the Company (hereinafter referred to as a "Defaulting Investor").

In such a case, each Limited Share will be repurchased at a price equal to the most recently determined Net Asset Value per Share (adjusted, if necessary, for the amounts effectively paid up); any service charge relating to the redemption and a redemption fee as reflected in the offering documents will be deducted from such price. The net amount to be paid to the shareholders is hereinafter referred to as the "Forced Redemption Price". With no further formalities, the Defaulting Investor will be notified of the redemption, and payment will then be made, in whole or in part. Any balance in favor of the Defaulting Investor will be reimbursed by the Company to the latter at the latest by the completion of the Company's liquidation, with no interest.

The Defaulting Investor is thereupon struck from the register of shareholders and the Managing Partner registers the transfer of the Shares in favor of the Company.

Limited Shares acquired at a Forced Redemption Price by the Company can be cancelled or sold to one or several limited shareholders at the discretion of the Managing Partner and at a price set by the Managing Partner, all in the best interest of the Company according to its sole judgement

Art. 10. Issue of New Share Certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that its Share certificate has been mislaid or destroyed, then, at its request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine from time to time.

On the issue of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be cancelled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the former Share certificate.

Art. 11. Redemption. The Company is an open-ended fund and thus Shares shall be redeemable upon the request of the Shareholders.

The Limited Shares are redeemable with the frequency provided for each Sub-Fund at the request of the Limited Shareholders at a price based on the net asset value of the relevant Limited Shares on the relevant Valuation Day.

Limited shareholders desiring to have all or any of their Limited Shares redeemed should apply in writing at the registered office of the Fund.

Redemption requests should contain the following information: the identity and address of the Limited Shareholder requesting the redemption, the number of Limited Shares to be redeemed, or the amount to be redeemed, the relevant Sub-Fund, the name in which such Limited Shares are registered and details as to whom payment should be made. All necessary documents to complete the redemption should be enclosed with such request.

Limited shareholders whose requests for redemption are accepted will have their Limited Shares redeemed in respect of the relevant Valuation Day provided that the redemption request has been received in Luxembourg at the registered office of the Company on the time provided for each Sub-Fund. Requests received after that time will be processed in respect of the next Valuation Day.

Limited Shares in any Sub-Fund will not be redeemed if the calculation of the net asset value in such Sub-Fund is suspended by the Managing Partner in accordance with these Articles.

If, as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the Limited Shares held by any Limited Shareholder in any Sub-Fund would fall below the minimum amount required by the Law, then the Managing Partner may treat such request as a request to redeem the entire shareholding of such Limited Shareholder.

Furthermore, if on any Valuation Day redemption requests relate to more than 20% of the Limited Shares in issue in a specific Sub-Fund, the Managing Partner may decide that such requests for redemption will be deferred (pro-rata) to the next Valuation Day in a manner that not more than 20% of the relevant Limited Shares in issue shall be redeemed on such Valuation Day. On the next Valuation Day, these redemption requests will be met in priority to later requests, all the redemption requests of the relevant Limited Shares being still subject to the right of the Managing Partner to defer redemption requests in excess of 20% of the relevant Limited Shares in issue.

The Managing Partner shall not proceed to redemption of Limited Shares in the event the Share Capital would fall below the minimum required by the Law as a result of such redemption.

The Managing Partner may proceed to a compulsory redemption of all the Limited Shares outstanding of a specific Sub-Fund, if so authorised, by a simple majority of the Limited Shares represented at a meeting of such Sub-Fund, in any event the Company thinks it necessary for the best interests of the shareholders and the Company.

The Managing Partner may also proceed to such compulsory redemption, without authorisation, if the net assets of a specific Sub-Fund fall below a minimum determined in the offering documents, or if the amount of Limited Shares held by a shareholder within a specific Sub-Fund falls, for any reason, below the minimum holding amount determined for such Sub-Fund as detailed in the offering documents, upon notice sent as may be determined in the offering documents.

The Managing Partner may compulsorily redeem all the relevant Limited Shares if it appears that a person who is not authorised to hold such Limited Shares, either alone or together with other persons, is the owner of Limited Shares or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the Limited Shares, if it appears to the Managing Partner that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the Limited Shares in such a manner that this may be detrimental to the Company.

In case of compulsory redemption by the Company, the price at which the Limited Shares be redeemed shall be an amount equal to the per Share net asset value of the relevant Sub-Fund less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules.

The portfolio of each Sub-Fund will at all times be structured in a way such as to fulfil the redemption criteria as set out above.

Redemption shall be made pursuant the rules provided in these Articles as well as the offering documents.

Redemption price shall be paid by the Company in a reasonable time frame, as determined by the Managing Partner, and in any case, no longer than sixty (60) days after the relevant Valuation Day.

Art. 12. Transfer of Shares. The expression transfer of Shares is hereby defined as any sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance, deposit or any other disposition of shares ("Transfer"). Any such Transfer requires the formal written consent of the Managing Partner, which consent shall not be unreasonably withheld.

The Transfer of all or part of a shareholder's Shares in the Company or in any Sub-Fund is subject to the provisions of this article 12.

No Transfer of all or any part of any shareholder's Shares in the Company or in any Sub-Fund, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if:

(a) the Transfer would result in a violation of applicable law or any term or condition of these Articles or of the offering documents;

(b) the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended, or any legal or regulatory provisions with similar effect.

It shall moreover be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(i) the transferee undertakes in writing to fully and completely assume all outstanding obligations of the transferor towards the Company under the transferor's subscription agreement, commitment or any other agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Company (including, for the avoidance of doubt, the provisions of the offering documents) and to adhere without any reservation to these Articles and the offering documents of the Shares transferred;

(ii) the transferee(s) is (are) an Eligible Investor(s) (as defined below);

(iii) the transferee is not a Prohibited Person as defined in Article 14.

Additional restrictions on Transfer may be set out in the offering documents in respect of (a) particular class(es) of shares in which case no Transfer of all or any part of any shareholder's shares in the relevant class(es) of shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if any of these additional restrictions on Transfer is not complied with.

The Managing Partner shall register the Transfer on the basis of any instrument evidencing the Transfer between the transferor and the transferee.

Art. 13. Conversion. Shareholders are not entitled to request the conversion of the Shares they hold in one Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund.

Art. 14. Limitations on the ownership of Shares. The Managing Partner may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if it appears to the Company that such ownership results in a breach of law in Luxembourg or abroad, may make the Company subject to tax in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Managing Partner being herein referred to as "Prohibited Persons"). Amongst others, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any US Person (being defined as any person who is a citizen or a resident of the United States of America or dependent territories).

For such purposes the Company may:

A) decline to issue any Share and decline to register any Transfer of a Share, where it appears to it that such registration or Transfer would or might result in the legal or beneficial ownership of such share by a Prohibited Person;

B) require at any time any person whose name is entered in, or any person seeking to enter a Transfer in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests or will rest in a Prohibited Person.

When it appears that a shareholder is a Prohibited Person, the Company is entitled in its absolute discretion to:

(a) decline to accept the vote of the Prohibited Person at any General Meeting; and/or

(b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Prohibited Person; and/or

(c) instruct the Prohibited Person to sell his/her/its Shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within 60 (sixty) days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on Transfers as set out in Article 12; and/or

(d) proceed with the compulsory redemption of all the relevant Shares if it appears that a Prohibited Person, either alone or together with other persons, is the owner of Shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the Shares, if it appears to the Company that one or several Prohibited Person(s) is or are owner or owners of a proportion of the Shares in the Company. The following procedure shall be applied:

1. the Company shall send a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") to the relevant investor mentioned in the shareholders' register of the Company as the owner of the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid and the place where this price shall be payable. The Redemption Notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his latest address known to or appearing in the books of the Company;

As of the close of business on the day specified in the Redemption Notice, the relevant investor shall cease to be the owner of the Shares specified in the Redemption Notice and its name shall be crossed off the shareholders' register of the Company;

2. the price at which the shares specified in the Redemption Notice shall be redeemed (the "Redemption Price") shall be equal to the lesser of the subscription price paid by the Shareholder and the most recent net asset value for the Shares, each with a significant discount as defined in the offering documents, and adjusted by any distribution of whatever form, costs and fees as set by the Managing Partner.

Payment of the Redemption Price will be made to the owner of such Shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner.

Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the Redemption Price so deposited (without interest) from such bank, as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph but not collected within a period of five years from the date specified in the Redemption Notice, may not be claimed any further and shall revert to the relevant class or classes of Shares. The Managing Partner shall have power from time to time to take all steps necessary to implement such reversion and to authorize any action on behalf of the Company to this purpose.

The relevant Investor is thereupon struck from the register of shareholders and the Managing Partner registers the transfer of the Shares in favor of the Company.

Shares acquired following this procedure by the Company can be cancelled or sold to one or several shareholders at the discretion of the Managing Partner and at a price set by him, all in the best interest of the Company according to its sole judgement.

The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 15. Net asset value. The net asset value of the Shares in each Sub-Fund of the Company (the "NAV"), shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the Managing Partner such as reflected in the offering documents, in accordance with this article 15. The Managing Partner shall decide the days by reference to which the assets of each Sub-Fund shall be valued (each a "Valuation Day"), such as reflected in the offering documents, and the appropriate manner to communicate the NAV per share to the involved persons, in accordance with the legislation in force.

The NAV in respect of each class of Shares and/or Sub-Fund shall be expressed in the currency in which the Shares of such class are denominated and shall be calculated as of any Valuation Day by dividing the net assets of each class of Shares and/or Sub-Fund (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class of Shares and/or Sub-Fund on any such Valuation Day) by the total number of Shares in the relevant class of Shares and/or Sub-Fund then outstanding. The NAV per Share may be rounded up or down to the nearest currency unit.

If, since the time of determination of the net asset value with respect to the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant class of shares in the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second one. Any subscription request and redemption shall be treated on the basis of this second evaluation.

I. The Company's assets shall include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- b) all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- c) all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Company;
- d) all stock dividends, cash dividends and cash due to the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- e) all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Company, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- f) the Company's or Sub-Fund's preliminary expenses, including the cost of issuing and distributing shares, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- g) the Company's or Sub-Fund's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures;
- h) all other assets, whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company's liabilities shall include (without limitation):

- a) all loans, bills, promissory notes and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans or other debts of the Company (including accrued fees for commitment for such loans or other debts);
- c) all accrued or payable expenses (including fees payable to agents);
- d) all known liabilities, whether already due or not, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each class of shares of the Company or of any Sub-Fund but not yet paid;

e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Managing Partner and - as the case may be - any other reserves authorised and approved by the Managing Partner, as well as such amount (if any) as the Managing Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

f) all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by Shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses, costs relating to any amendments of the Articles, the offering documents and any other document relating to the Company, commissions and expenses payable to the manager, accountant, custodian and corresponding agents, domiciliation agent, administrative agent, transfer agent, paying agents or any other agents, service providers, representatives and/or employees of the Company, as well as permanent representatives of the Company in the countries where it is registered, expenses for legal support and the auditing of the Company's annual accounts, promotion costs, printing and publishing costs for share sales documents, the printing costs of the annual and interim financial reports, the costs of holding general meetings and meetings of the Managing Partner, reasonable travel costs for officers and directors, directors' fees, costs of registrations and filings, all taxes and duties withheld by government authorities and stock markets, the costs of publishing the issue and redemption prices and any other operating expenses, including financial, banking or broking expenses incurred during the purchase or sale of assets or otherwise, and all other administrative expenses.

To value the amount of these commitments, the Company will take into account, on a time-prorated basis, any recurrent or one-off administrative and other expenses.

The Company is a single legal entity unless otherwise agreed upon with the creditors; however commitments of any Sub-Fund are the sole liability of the relevant Sub-Fund. In this regard, third parties should note that if the Company incurs a liability which relates to a particular Sub-Fund, the creditor's recourse with respect to such liability shall be limited solely to the assets of the relevant Sub-Fund.

III. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

(1) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Managing Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the latest available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the Managing Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Managing Partner;

(3) investments in real estate assets shall be valued at their fair value with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the Managing Partner for the purpose of appraising the fair value of a property investment in accordance with its/their professional applicable standards, such as, for example, the most recent edition of the Appraisal and Valuations Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS);

(4) debt instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market shall be reported at fair value. The fair value, for un-listed debt securities or securities not negotiated on a regulated market shall be determined according to the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEVCGV) established by the European Venture Capital Association (EVCA)

(5) participations in investment funds are valued at their fair value. The fair value of the participations in investment funds shall be based on the latest available valuation corrected for any calls for or redemption of capital and dividend payments that have taken place between that latest valuation date and the Valuation Day. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the articles and offering memorandum governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. On an exceptional basis, and, in the best interests of the Company and the Investors, with complete transparency, the Managing Partner may adjust this valuation at its sole discretion in cases where its estimate of the probable fair value differs from that of the underlying fund manager. More specifically, this may be the case, for example, if the net asset value of the underlying fund is not available, when the application of this methodology is made impracticable by specific circumstances, when the methodology produces unreliable results, where reasonable unrealized gains have not been reported in the net asset value of underlying funds, when underlying funds do not call capital and use financial leverage in advanced projects, or when capital has been called by underlying funds after the date of their net asset value but before the date at which the Company's net asset value is set;

(6) the valuation of swaps will be based on their fair value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swap). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

(7) the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their fair value or market value if there is a market determined, pursuant to the policies established by the Managing Partner, on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The fair value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

(8) the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and/or under the direction of the Managing Partner in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The Managing Partner may, at its sole discretion, authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

The fair value of an asset is determined by the Managing Partner, or by a committee appointed by the Managing Partner, or by a designee of the Managing Partner.

For the purpose of their valuation, assets and liabilities of the Company or of each Sub-Fund that are expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the latest known exchange rates prevailing on the Valuation Day. If no official exchange rate is available, it shall be determined in good faith and following procedures decided by the Managing Partner.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles in Luxembourg.

Adequate provisions will be made (and allocated to the relevant Sub-Fund) for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the NAV taken by the Managing Partner or by any bank, company or other organization which the Managing Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the Managing Partner has established a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of each Share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;

(e) upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

(f) The currency gains or losses of the hedging techniques used for hedging a currency class will be allocated to the relevant class.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 16. Suspension of calculation of the NAV. Subject to the provisions of the offering documents, the Managing Partner may suspend the determination of the NAV and/or, where applicable, the subscription and redemption of shares of the Company or one or more Sub-Funds, in the following cases:

a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to the relevant Sub-Fund from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund quoted thereon; or

b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Managing Partner, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Managing Partner, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to the relevant Sub-Fund is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the Managing Partner the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to the relevant Sub-Fund or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) when, for any reason, the prices of any significant investments owned the Company and attributable to one or several Sub-Fund cannot be promptly or accurately determined; or

e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of the relevant Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of such Sub-Fund cannot, in the opinion of the Managing Partner, be effected at normal rates of exchange; or

f) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging/de-merging the Company or any Sub-Fund(s); or

g) when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund has invested.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected, i.e. having made an application for subscription or redemption of Shares for which the calculation of the NAV has been suspended. Such a notice may be published by the Company, as the case may be, following the procedure determined by the Managing Partner.

No Shares of the relevant Sub-Fund or of the Company, will be issued or redeemed within the period of suspension.

Any application for subscription or redemption of Shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the NAV in the relevant Sub-Fund, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Fund, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

D - Administration and Management of the Company

Art. 17. Managing Partner. The Company shall be managed by "Allied Financial Investments", a Société Anonyme (public limited company) incorporated under the laws of Luxembourg, which shall act in its capacity as managing partner of the Company (the "Managing Partner").

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Managing Partner from acting as Managing Partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who needs not be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment to the articles of incorporation, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the Managing Partner.

Art. 18. Powers of the Managing Partner. The Managing Partner has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Managing Partner.

The Managing Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund, and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the offering documents for the shares of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Managing Partner is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The Managing Partner may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The Managing Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

The Managing Partner may establish (an) advisory board(s) as provided for in the offering documents for the Shares.

Art. 19. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the signature of any duly officer of the Managing Partner or by the individual or joint signature(s), as the Managing Partner shall determine, of any person (s) to whom such authority has been delegated by the Managing Partner.

Art. 20. Change of Managing Partner. Without prejudice to the provisions Article 17, the Managing Partner may not be removed by the Company and replaced by another statutory general manager in any event except, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholders passed with (i) seventy five percent (75%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (ii) a presence quorum requirement of one hundred percent (100%) of the Limited Shareholders. The favorable vote / approval of the Managing Partner shall not be required.

Art. 21. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Managing Partner or any one or more of the shareholders, directors and/or managers and/or officers of the Managing Partner is interested in, or is a shareholder, director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director or officer of the Managing Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 22. Indemnification. The Company may indemnify any director, officer, executive or authorised representative of the Managing Partner, together with his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his activities on behalf of the Company, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of an out-of-court settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by a counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such person may be entitled.

E - General meetings

Art. 23. General Meetings of Shareholders of the Company. Any regularly constituted general meeting of the shareholders of the Company shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice to the provisions of Article 18 and to any other powers reserved to the Managing Partner by these Articles, it shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, any resolution of the general meeting of shareholders amending the Articles or creating rights or obligations vis-à-vis third parties is submitted to the Managing Partner's approval. Its decisions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless the class of Shares held by them.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending the Articles or for which the law refer to the conditions required for the amendment of the articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the Shares issued by the Company, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the approval of the Managing Partner.

Each amendment to these Articles entailing a variation of rights of a class of Shares or Sub-Fund must be approved by a resolution of the shareholders' meeting of the Company and of separate meeting(s) of the holders of Shares of the relevant class(es) / Sub-Fund(s) concerned.

The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes shall be signed by the Managing Partner.

Art. 24. Annual General Meeting of Shareholders of the Company. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 2nd Thursday of the month of June at 04.00 p.m. (Luxembourg time). If this day is not a Business Day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next Business Day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Managing Partner, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 25. Quorum and Vote. The quorums and time limits required by law shall govern the notice and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share of whatever Sub-Fund and regardless of its net asset value is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be the Managing Partner or one of its representatives. The proxy may be given by facsimile transmission or similar means of communication deemed acceptable by the Managing Partner.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided in these Articles, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Art. 26. Convening of the Meetings of Shareholders. Shareholders will meet upon call by the Managing Partner. It may also be called upon the request of shareholders representing at least twenty five percent (25%) of the share capital. Notices setting forth the agenda shall be sent by registered mail at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the shareholders' register. The giving of such notice to registered shareholders needs not to be justified to the meeting.

The Managing Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders. If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, a general meeting of shareholders may take place without notice of meeting.

A shareholder may act at any general meeting by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and who may be a director of the Managing Partner.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Art. 27. General meetings in a Sub-Fund. The holders of Shares issued in respect of any Sub-Fund by the Company may hold, at any time, meetings of shareholders to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

The provisions of articles 23 to 26 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the meeting of shareholders of a Sub-Fund (if any) are passed by majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 28. Liability. The Managing Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The Company shall moreover subscribe a liability insurance.

The holders of Limited Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

F - Annual accounts

Art. 29. Financial year. The Company's financial year shall start on 1st January of each year, with the exception of the first year and shall end on 31st December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 30. Dividends distributions. The Managing Partner may decide to distribute dividends following the conditions and process it shall determine in accordance with the Law, the Articles and the offering documents.

The Limited Shareholders will be entitled to a preferred dividend as described in the offering documents (the "Preferred Dividend").

In case of excess of cash profits i.e. any profits of the Company exceeding the Preferred Dividend, an additional dividend may be allocated to the Limited Shareholders in accordance with the offering documents.

If on a given financial period, the Company does not realize the minimum necessary net cash profit to fully pay the Preferred Dividend to the Limited Shareholders, the payment of such outstanding portion of the Preferred Dividend remains due and will be carried forward until the Company registers a profit sufficient enough to pay the outstanding amount due, in accordance with these Articles and the offering documents.

Generally, the Company may distribute as much as it deems appropriate insofar as the total net assets of the Company remain above the minimum share capital as provided by the Law.

In any event, the Managing Partner may resolve to pay interim dividends and make advance payments with respect to dividends on its own discretion within the limits of these Articles, the Law and the offering documents.

Notices of the payment of dividends and interim dividends will be sent to the Shareholders.

The dividends declared may be paid in the currency of the relevant Sub-Fund or in any other currency selected by the Managing Partner and may be paid at such places and times as may be determined by the Managing Partner in the best interest of the Company.

The Managing Partner may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund. No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

G - Investment Proceeds and Allocation

Art. 31. Investment Proceeds. Investment Proceeds of the Company or of a Sub-Fund available for allocation to the relevant Limited Shareholders prior to its dissolution or termination of a Sub-Fund will consist of:

(a) any net cash proceeds or securities that are freely tradable and unrestricted (the "Marketable Securities") received by the Company in connection with the disposition of target investments attributable to a Sub-Fund (after payment of the various outstanding fees and charges incurred by the Company or by such Sub-Fund including expenses relating to such proceeds), including, without limitation, any cash proceeds of Marketable Securities received by the Company in connection with an exchange, redemption, repayment, recapitalization or repurchase of or relating to a target investment attributable to the relevant Sub-Fund; and

(b) any net cash dividends, interest or other payments of whatever nature received by the Company in connection with a target investment attributable to the relevant Sub-Fund

((a) and (b) being together referred to as "Investment Proceeds").

Upon dissolution of the Company or termination of a Sub-Fund, allocations may also include any other assets of the Company attributable to such Sub-Fund.

Art. 32. Allocation of Investment Proceeds. Without prejudice to al 2 and 3 of this article, if not reinvested in accordance with the offering documents, a minimum portion of the Investment Proceeds such as determined by the Managing Partner and referred in the offering documents will, at the discretion of the Managing Partner, be attributed to the holders

of relevant Limited Shares as soon as possible after the money is received, in a form determined by the Managing Partner (such as but not limited to distribution of dividends, redemption of shares, reduction of capital, advance on the proceeds from liquidation).

In addition, the Company will have the right to deduct a provision for its expenses in any distribution to, or credit to the capital accounts of, shareholders.

Investment Proceeds of the Company or of a Sub-Fund together with any other assets of the Company attributable to such Sub-Fund and available for distribution to the shareholders if any ("Aggregate Proceeds") will be distributed in any form determined by the Managing Partner (such as but not limited to distribution of dividends, redemption of shares, reduction of capital, advance on the proceeds from liquidation, proceeds from liquidation) before and after the dissolution of the Company or termination of a Sub-Fund in such a way that at the end after payment of the various outstanding fees and charges incurred by the Company or by such Sub-Fund the allocation between the relevant Limited Shares is as follows:

- Aggregate Proceeds will first be paid to the holders of the relevant Limited Shares until they receive in total the amount that they actually invested;
- the balance (if any) shall be distributed to the relevant limited shareholders.

Upon dissolution of the Company or termination of a Sub-Fund, for any residual non-cash investments the Managing Partner may (i) organise an auction among relevant Limited Shareholders and third parties, according to the terms and conditions defined by the Managing Partner, or (ii) hire an intermediary, at the Company's expenses, to organize one or several private placements on the secondary markets, or (iii) allocate in kind to the relevant limited shareholders such non-cash investment subject of a report drawn up by an independent auditor. Allocation in kind is only possible provided that equal treatment is afforded to relevant shareholders.

H - Auditor

Art. 33. Auditor. The operations of the Company and its financial situation including in particular the keeping of its books shall be supervised by one or several independent auditors (réviseur d'entreprises agréé), who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor(s) shall be elected by the annual general meeting of shareholders. The auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of shareholders with or without cause.

I - Depositary

Art. 34. Depositary. To the extent required by the Law, the Company will enter into a custodian agreement with a bank (the "Custodian"), which meets the requirements of the Law.

The Company's securities and cash will be held in custody by or in the name of the Custodian, which will fulfil the obligations and duties provided for by the Law.

If the Custodian wishes to terminate this contract, the Managing Partner shall use its best endeavours to find a successor to the Custodian and the Managing Partner will designate this company as Custodian in replacement of the resigning Custodian.

The Managing Partner will have the power to terminate the agreement with the Custodian but will not have the power to revoke the Custodian until its successor has been appointed pursuant to this provision.

J - Winding-up - Liquidation

Art. 35. Winding-up / Liquidation of the Company. The Company may at any time upon proposal of the Managing Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these Articles.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital referred to in article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Managing Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital referred to in article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

If the Company is dissolved the Managing Partner will assume the function of liquidator of the Company.

Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights as defined in article 32 above whether in cash or in securities.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keeps them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Art. 36. Termination of Sub-Funds. Beside the termination of a Sub-Fund as provided in the offering documents, the Managing Partner may decide to liquidate a Sub-Fund in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization. In such a case, the Company shall serve a notice to the holders of the relevant shares, which will indicate the reasons and the procedure for the liquidation.

The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights as defined in article 32 above whether in cash or in securities.

Notwithstanding the powers conferred to the Managing Partner by the first paragraph, the general meeting of shareholders of any shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, only with the consent of the Managing Partner, to decide the liquidation of this Sub-Fund. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, and with the consent of the Managing Partner.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the depositary of the Company for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Luxembourg Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

K - General provisions

Art. 37. Amendments to the Articles. The Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the law dated August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended (the "Luxembourg Company Act").

Art. 38. Applicable law. In respect of all matters not governed by these Articles, the parties shall refer to the provisions of the Law as well as the 1915 Law and other applicable laws of the Grand Duchy of Luxembourg

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Name of the Shareholder	Typology of Shares held	Number of Shares held
Allied Financial Investments S.A.	Management Share	1
Mr. Régis REZAG	Limited Shares	30

All the shares have been paid-in up to 5% (as authorized by article 28 (3) in the law of February 13th, 2007 on the SICAV-FIS) of their value so that the amount of seven thousand seven hundred fifty euro (EUR 7,750.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The subscribers declared that upon determination by the Managing Partner, pursuant to these articles of incorporation, of the various classes of shares which the Company shall have, they will elect the class or classes of shares to which the shares subscribed to shall appertain.

Transitional Dispositions

1) The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2013.

2) The first annual general meeting will be held in 2014.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated to approximately EUR 2,700.-.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26, 26-3 and 26-5 of the Luxembourg Company Act and expressly states that they have been fulfilled.

General Meeting of Shareholders

The appearing parties representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The address of the registered office of the Company shall be at 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg;

II. The following person is elected as independent auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31st December 2017.

Ernst & Young, with registered office at 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 88019.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing parties, the present deed is worded in English.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Signé: Max MAYER, PAUL DECKER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 juillet 2013. Relation GRE/2013/3144. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013110815/798.

(130135059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Talgo Investment S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 33.210.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille treize, le 31 mai 2013

A heures de relevée

À Luxembourg, 1, plateau du Saint Esprit

S'est réunie l'Assemblée Générale de la société TALGO INVESTMENT

L'assemblée est présidée par Monsieur Gilles BIRSENS, demeurant à Syren

qui désigne comme secrétaire Maître Jean-Paul NOESEN, demeurant professionnellement à Luxembourg

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Jean-Paul NOESEN, demeurant professionnellement à Luxembourg

Le bureau ayant été constitué le Président expose et l'assemblée constate:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- a) Lecture et discussion sur les rapports du liquidateur et du commissaire vérificateur
- b) Vote sur la décharge à accorder au liquidateur et au commissaire vérificateur
- c) Conservation des livres de la société
- d) Clôture définitive de la Liquidation

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Que Monsieur Alain UNGEHEUER, commissaire à la liquidation est également présent

II.- Qu'il en résulte que toutes les actions émises sont présentes ou représentées, de sorte que la présente assemblée a pu se tenir sans avis de convocation préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer Monsieur le Président déclare que l'ordre du jour est le suivant:

Première résolution

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée, à l'unanimité, approuve les comptes de la liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, à Monsieur Gilles BIRSENS, en sa qualité de liquidateur de la société et à Monsieur Alain UNGEHEUER en tant que commissaire vérificateur. Elle constate qu'en conséquence la liquidation de la société est définitivement close et que la société a cessé d'exister, mais qu'en dépit de la liquidation de la société, le liquidateur reste habilité à signer toute déclaration fiscale, à réclamer restitution de toute avance d'impôts excédentaire, à donner valable quittance, ainsi qu'à régler tous impôts qui resteraient dus, ce tant pour compte de la société dissoute que pour compte des actionnaires

décharge est pareillement donnée aux membres du bureau.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide que les livres et documents de la société resteront déposés pendant cinq ans au siège de la société

110960

Troisième résolution

L'assemblée générale prononce la clôture de la liquidation de la société anonyme holding TALGO INVESTMENT, qui a cessé d'exister suivant Assemblée générale du 5 janvier 2011 avec effet rétroactif au 13 décembre 2010..

Clôture de l'assemblée

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance

Signatures.

Référence de publication: 2013110792/53.

(130134821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Atalaya Luxco 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 172.498.

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juin,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Atento Luxco 1 (ci-après la «Société»), anciennement «BC Luxco 1», ayant son siège social à L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.329 (ci-après l'«Associé Unique»),

ici représentée par Madame Linda Sodomova, avec adresse professionnelle à L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 17 juin 2013.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associée unique de Atalaya Luxco 3 (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 172.498, constituée suivant acte notarié en date du 30 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 2744 du 12 novembre 2012.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 6 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 968 du 23 avril 2013.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a ensuite requis le notaire soussigné de prendre acte de ses résolutions comme suit:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier, dans ses versions anglaise et française l'article 4.1 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

" **4.1** . The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

Version française:

« **4.1.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution:

Suite aux résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier avec effet immédiat l'adresse professionnelle des gérants de la Société, Aurélien Vasseur et Ailbhe Jennings, et de la fixer à la nouvelle adresse du siège social de la Société, savoir L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide de modifier avec effet immédiat l'adresse de son siège social et de la fixer à la nouvelle adresse, savoir L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Findel, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Sodomova, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 03 juillet 2013. REM/2013/1143. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110832/52.

(130135432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Beau Rivage Real Property Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 179.125.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the third of the month of July.

Before Me Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg,

acting as proxyholder of Mr Mohammed Abdullah A ALFARAJ, born on November 12th 1931 in Kuwait, residing professionally at Prince Faisal Bin dFahad St, Al Hada, Alkhobar, Saudi Arabia, by virtue of a proxy given under private seal on June 29th, 2013.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, represented as aforesaid, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which they deem to incorporate herewith:

Title I. Denomination, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a public limited company ("société anonyme") under the name of Beau Rivage Real Property Holding S.A. (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified Law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered office of the Company may be transferred to any other place within the municipality by a simple decision of the board of directors. If and to the extent permitted by law, the board of directors may decide to transfer the registered office of the Company in any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 4. The object of the Company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The Company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests. The Company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the Company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise. It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them. In addition, the Company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in

Luxembourg or abroad. In addition, the Company may carry out any trading activity, provided that it is not specially regulated.

In general, it may carry out all commercial, financial, movable and immovable transactions directly or indirectly related to the Company's object or that are likely to facilitate or develop it.

Title II. Capital, Shares

Art. 5. The Company's capital is set at two hundred thousand Euros (200,000,- EUR), divided into two hundred thousand (200,000) shares with a par value of one Euro (1,- EUR) each.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares. The shares are in registered form. The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares. The Company's capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The authorised share capital is set at fifty million Euros (50,000,000- EUR), consisting of additional fifty million (50,000,000) shares with a par value of one Euro (1,- EUR) each.

The authorised share capital and the authorisation to issue shares thereunder are valid for a period of five (5) years starting on the date of incorporation of the Company, unless amended or extended by a general meeting of shareholders of the Company.

The board of directors or one or several delegate(s) appointed by the board of directors may from time to time issue such shares within the authorised share capital at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the board of directors or its delegate(s) may resolve. The board of directors is authorised to suppress, limit or waive any pre-emptive subscription rights of shareholders for any issues of shares within the authorised share capital.

Each time the board of directors or its delegate(s) issues authorised shares and have accepted payment therefor, this article five shall be amended to reflect the result of that issue and the amendment will be recorded by notarial deed at the request of the board of directors or its delegate(s).

Title III. Management

Art. 6. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) director only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholder in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority of the votes cast. Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of one or more directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 7. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

Art. 8. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint a chairman pro tempore by vote of, the majority of the votes cast, or the directors present or represented, respectively, at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by fax, telegram of each director. Separate notice shall not be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent more than one of his colleagues. Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of phone or videoconfe-

rence or by any other similar means of communication allowing their identification. For the calculation of quorum and majority, the directors participating at the meeting of the board of directors by video conference or by any other telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation at the meeting of the board of directors whose deliberations should be online without interruption. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or two directors.

In the event that any director of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as director, officer or employee in the other contracting party), such director shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The preceding paragraph shall not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Circular resolutions signed by all the directors are valid and binding as if it had been passed at a meeting of the board of directors duly convened and held and bear the date of the last signature.

Art. 9. The board of directors may delegate all or part of its powers for day-to-day management, as well as representation of the Company relating to such management, to one or more managers, directors, administrators or other agents, shareholders or otherwise.

Art. 10. The Company will be bound by the joint signature of any two directors of the Company or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of directors.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be validly bound, in any circumstances and without restrictions, by the individual signature of the sole director.

Title IV. Supervision

Art. 11. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

Title V. General Meeting

Art. 12. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the 2nd Tuesday of February and for the first time in the year 2014. If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Art. 13. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram or electronic transmission.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Title VI. Accounting Year, Allocation of Results

Art. 14. The accounting year of the Company shall begin on October 1st and shall terminate on the September 30th of the next year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on September 30th of 2014.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five per cent (5.00 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10.00 %) of the capital of Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. Interim dividends may, subject to the conditions set forth by the Law, be paid out upon the decision of the board of directors.

It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. Amendment of Articles

Art. 17. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the Law.

Title IX. Governing law

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the Law.

Transitory disposition:

- 1.- The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the September 30th, 2014.
- 2.- The first General Meeting will be held in the year 2015.

Subscription and Liberation:

The articles of incorporation having thus been established, the appearing party M. Mohammed Abdullah A ALFARAJ, prenamed and represented as aforesaid, have been subscribed the four million (200,000) shares.

All the shares have been paid up to the extent of one hundred per cent (100 %) by payment in cash, such that the amount of two hundred thousand euro (200,000.-EUR) is from now on at the free disposal of the Company, proof whereof having been given to the undersigned notary, who states it.

Declaration

The undersigned notary states that the conditions provided for in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately three thousand two hundred thirteen euro (EUR 3,213.-).

Resolution of the sole shareholder:

The sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded resolved that:

1. The following persons have been appointed as directors of the Company for a period ending at the next annual general meeting of shareholders:

- Etienne Mouthon, born in Paris (France) on February 27th 1966, residing professionally at 1, place Saint-Gervais CH-1201 Geneva (Switzerland);
- Franz Bondy, born in Berlin (Germany) on July 20th, 1955, residing professionally at 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;
- Peter Bun, born in Tilburg (Netherlands) on August 26th, 1969, residing professionally at 8, rue Phillippe II, L-2340 Luxembourg

2. "RSM Audit Luxembourg S.à r.l." having its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 113 621, has been appointed as statutory auditor for a period ending at the next annual general meeting of shareholders.

3. The registered office of the Company is established at 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read in the language of the appearing persons, acting as said before, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing persons signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trois juillet.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de Mr Mohammed Abdullah A ALFARAJ, né le 12 novembre 1931 au Koweït, ayant son adresse professionnelle à Prince Faisal Bin dFahad St, Al Hada, Alkhobar, Saudi Arabia, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 29 juin 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'établir ainsi qu'il suit l'acte de constitution d'une société anonyme qu'il entend constituer:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège Social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui pourront devenir propriétaires d'actions émises une société anonyme sous la dénomination de Beau Rivage Real Property Holding S.A. (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans cette commune par une simple décision du conseil d'administration. Si et dans la mesure permise par la Loi, le conseil d'administration peut décider de transférer le siège social de la Société dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée dans la forme exigée pour la modification des Statuts

Art. 4. L'objet de la Société est de acquérir, gérer, la valoriser et l'aliéner des participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres titres par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, valoriser et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant. De plus, la Société peut acquérir, gérer, valoriser et aliéner des immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger. En outre, la Société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à deux cent mille euros (200.000,-EUR), divisé en deux cent mille (200.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1,-EUR) chacune.

Les actions peuvent être créées au choix du propriétaire en certificats unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions. Les titres seront émis sous forme nominative. La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi. Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Le capital autorisé de la Société est fixé à cinquante millions d'euros (50.000.000,-EUR), consistant en cinquante millions (50.000.000) actions supplémentaire, chacune d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR).

La durée du capital autorisé et de l'autorisation d'émettre des actions y relatives est fixée pour une période de cinq (5) ans à partir de la date de constitution de la Société, sous réserve d'une modification ou d'une prorogation par l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration ou un ou plusieurs délégués nommés par le conseil d'administration peuvent émettre de temps à autres des actions du capital autorisé, aux moments, et selon les termes et conditions, y compris le prix d'émission, que le conseil d'administration ou son (ses) délégué(s) pourront décider. Le conseil d'administration est autorisé à supprimer, limiter ou de renoncer aux droits de souscription préférentiel des actionnaires pour toute émission d'actions dans le cadre du capital autorisé.

A chaque fois que le conseil d'administration ou son (ses) délégué(s) ont émis des actions autorisées et ont accepté le paiement relatif, cet article 5 sera modifié pour refléter le résultat de cette émission et cette modification sera constatée par acte notarié à la demande du conseil d'administration ou de son (ses) délégué(s).

Titre III. Administration

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, lors d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui constatera l'existence de plus d'un actionnaire dans la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans et resteront en place jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des voix émises. Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un ou plusieurs administrateurs devient vacant à la suite de décès, de départ à la retraite ou autrement, les administrateurs restant peuvent à la majorité des voix coopter un administrateur qui comblera cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour effectuer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration. Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 8. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des actionnaires et réunions du conseil d'administration; en son absence, les actionnaires ou le conseil d'administration pourront nommer un autre président pro tempore par un vote, de la majorité des voix, ou des administrateurs présents ou représentés respectivement à ladite réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour celle-ci. Sauf s'il y a urgence auquel cas la nature et le motif de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être dérogé à cet avis de convocation moyennant accord de chaque administrateur confirmé par écrit ou par fax, télégramme. Des convocations distinctes ne sont pas requises pour les réunions auxquelles tous les administrateurs sont présents ou représentés et qu'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'agenda ainsi que pour les réunions qui se déroulent aux heures et places déterminées dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues. Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration par téléphone ou visioconférence ou par des moyens de télécommunication similaires permettant son identification. Pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification sont supposés présents. Ces moyens de communication devront satisfaire aux caractéristiques techniques assurant une participation effective à la réunion du conseil d'administration dont les délibérations doivent être retransmises sans interruption. Une réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège social de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration sera signé par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé cette réunion, ou par deux administrateurs.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel dans une transaction (autre que celle émanant en vertu du fait qu'il est administrateur, agent ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur doit faire connaître ce conflit au conseil d'administration et ne délibérera pas ou ne votera pas à propos de cette transaction, et cet intérêt sera rapporté à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas lorsque la décision du conseil d'administration se rapporte à des opérations courantes exécutées dans des conditions normales.

Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs gérants, administrateurs, directeurs ou autres agents, actionnaires ou non.

Art. 10. La Société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs de la Société ou par la signature conjointe ou individuelle de toute personne ou personnes auxquelles ce pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Titre IV. Surveillance

Art. 11. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les réviseurs d'entreprises agréés et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

Titre V. Assemblée Générale

Art. 12. L'assemblée annuelle se réunit à Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le 2^{ème} mardi du mois de février et pour la première fois en l'an 2014. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires peut être tenue à l'étranger, si selon l'avis final et définitif du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

D'autres assemblées des actionnaires peuvent être tenues aux endroits et heures indiqués dans les avis de convocation.

A moins que la loi ou les statuts n'en disposent autrement, les décisions lors des réunions des actionnaires dûment convoquées sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Art. 13. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle dispose des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, accomplir ou ratifier les actes concernant les opérations de la Société.

Le quorum et les délais de convocation requis par la loi régiront la convocation à et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, à moins qu'il ne soit disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à un vote. Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée des actionnaires en nommant un mandataire par écrit, fax, cable, téléphone ou autre moyen électronique.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires afin de prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils affirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalable.

Titre VI. Année Sociale, Répartition Des Bénéfices

Art. 14. L'année sociale de la Société commencera le 1 octobre et se terminera le 30 septembre de l'année qui suit, excepté pour le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution de la société et qui se terminera le 30 septembre 2014.

Art. 15. Après déduction de toutes les dépenses de la Société et des amortissements, l'excédent positif du bilan constitue le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) qui seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social de la Société, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Des dividendes intérimaires peuvent être payés par décision du conseil d'administration, sous réserve du respect des conditions prévues par la Loi.

Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Modification des statuts

Art. 17. Ces Statuts peuvent être modifiés à tout moment par l'assemblée des actionnaires, au quorum et à la majorité prévus par la Loi.

Titre VIII. Loi applicable

Art. 18. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront régies par la Loi.

Dispositions transitoires:

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 30 septembre 2014.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et Libération:

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant Mohammed Abdullah A ALFARAJ, prénommé et représenté comme ci-avant, déclare souscrire les deux cent mille (200.000) d'actions.

Toutes les actions ont été libérées à cent pour cent (100%) par paiement en numéraire de sorte que le montant de deux cent mille d'euros (200.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate.

Déclaration

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été accomplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ trois mille deux cent treize euros (3.213,-EUR).

Résolutions de l'actionnaire unique:

L'actionnaire unique, représenté comme ci-avant et représentant la totalité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de la Société pour une période se terminant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires:

- Etienne Mouthon, né à Paris (France) le 27 juin 1966, demeurant professionnellement à 1, place Saint-Gervais CH-1201 Genève (Suisse);
- Franz Bondy, né à Berlin (Allemagne) le 20 juillet 1955, demeurant professionnellement à 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;
- Peter Bun, né à Tilburg (Pays-Bas) le 26 août 1969, demeurant professionnellement à 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

2. «RSM Audit Luxembourg S.à r.l.» ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, inscrit au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 113 621 a été nommé réviseur d'entreprises agréé pour une période se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires

3. Le siège social de la société est établi au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 09/07/2013. Relation: LAC/2013/31689. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 30/07/2013.

Référence de publication: 2013110895/440.

(130134339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Spider Pigs Lëtzebuerg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-5433 Niederdonven, 6, Op der Dar.

R.C.S. Luxembourg F 9.644.

STATUTS

Entre les soussignés:

1. Pohl Sébastien, agent CFL, demeurant à 6 rue Roger Krier, L-3328 Crauthem. Nationalité Luxembourgeoise.
 2. Brosius Jean-Luc Christophe Paul, fonctionnaire, demeurant à 6 op der Dar, L-5433 Niederdonven. Nationalité Luxembourgeoise.
 3. Ourth Sven, agent CFL, demeurant à 131 rue Principale, L-3770 Tétange. Nationalité Luxembourgeoise.
 4. Wester Pol, agent CFL, demeurant à 9 rue d'Alzingen, L-3397 Roeser. Nationalité Luxembourgeoise.
- et ceux qui seront admis ultérieurement, est créée une association sans but lucratif, régie par les status ci-après et par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et du 4 mars 1994.

Nature, Dénomination, Siège

Art. 1^{er}. L'association prend la dénomination de „Spider Pigs Lëtzebuerg" Son siège est établi à Niederdonven, 6, op der Dar

Art. 2. L'association a pour objet d'organiser des événements de barbecue et de participer sur des concours gastronomiques. L'énumération qui précède est énonciative et non limitative. L'association est neutre sur le plan idéologique, politique et confessionnel.

Durée

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Membres, Admission, Exclusion, Cotisations

Art. 4. L'association se compose de membres actifs,

Les membres peuvent être des personnes physiques et des personnes morales.

Art. 5. Les membres actifs jouissent des droit prévus par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée par la suite; ils ont seuls le droit de vote. Le nombre des membres actifs est illimité, sans pouvoir être inférieur à trois. La qualité de membre actif est attestée par l'inscription au registre tenu à cette fin.

Art. 6. Les premiers membres actifs de l'association sont les comparants au présent acte.

Pour être admis ultérieurement comme membre actif, il faut:

- 1) avoir signé une déclaration d'adhésion aux statuts de l'association.
- 2) avoir été admis par le conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix.

La perte de la qualité de membre est régie par l'article 12 de ladite loi du 21 avril 1928. Est notamment réputé démissionnaire l'associé qui ne paiera pas sa cotisation pendant deux années consécutives.

Sur proposition du conseil d'administration, l'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents pour violation des statuts ou pour tout autre motif grave en relation avec l'objet social de l'association.

Le membre faisant l'objet d'une proposition d'exclusion sera préalablement entendu par le conseil d'administration.

Art. 7. Les cotisations annuelles à payer par les membres actifs sont fixées par l'assemblée générale. Elles ne peuvent pas dépasser 120 euros.

Administration

Art. 8. L'administration de l'association est confiée à un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de treize membres au plus pris parmi les membres actifs et élus par l'assemblée générale ordinaire et annuelle statuant à la majorité simple des voix des membres actifs présents ou représentés.

Le mandat des administrateurs est de cinq ans; ce mandat est renouvelable. Le mandat du premier conseil d'administration s'achèvera lors de la réunion qui statuera en l'an 2014 sur les comptes de l'exercice 2013.

Le mandat des administrateurs est honorifique et ne donne droit à aucune rémunération.

Pouvoirs du conseil d'administration

Art. 9. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de l'association et pour effectuer tous actes d'administration ou de disposition qui rentrent dans son objet. Il décide notamment de l'administration du patrimoine et de la manière dont l'objet de l'association doit être atteint.

Le conseil représente l'association judiciairement et extrait judiciairement. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi est de sa compétence.

Il peut notamment acquérir, vendre, hypothéquer les immeubles de l'association, contracter des emprunts et accepter tous dons et legs sous réserve des autorisations prévues par la loi.

Cette énumération n'est pas limitative, mais énonciative.

Art. 10. Le conseil pourra se faire assister d'un ou de plusieurs conseillers consultatifs, pris hors de son sein. Le conseil pourra aussi nommer un secrétaire et un trésorier, qui ne seront pas nécessairement pris parmi ses membres. Les fonctions de secrétaire et de trésorier peuvent être cumulées par la même personne. Les attributions du secrétaire et du trésorier seront arrêtés par le conseil d'administration.

Fonctionnement du conseil d'administration

Art. 11. Le conseil d'administration élit en son sein un président et un vice-président; leur mandat est de cinq ans; il est renouvelable. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de l'association l'exigent et au moins une fois tous les trois mois, sur convocation du président ou du vice-président faite par écrit et envoyée huit jours francs avant la date de la séance.

Le conseil d'administration doit se réunir en outre sur la demande écrite d'au moins trois administrateurs adressés au président et indiquant le ou les points à mettre à l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions du conseil sont présidées par le président et, en cas d'absence ou d'empêchement du président, par le vice-président ou l'administrateur le plus ancien.

Le conseil ne peut délibérer valablement que si la majorité des administrateurs au moins est présente ou représentée.

Les administrateurs peuvent donner, par lettre ou par télécopie, mandat à un de leurs collègues pour les représenter aux délibérations du conseil, sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un collègue. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre spécial et signés par le président et le secrétaire.

Les copies et extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil ou par le secrétaire.

Art. 12. L'association est valablement engagée par la signature du président du conseil d'administration. En cas d'empêchement du président, l'association est valablement engagée par la signature conjointe du vice-président du conseil d'administration et d'un administrateur.

Le conseil d'administration peut donner tous mandats pour une affaire déterminée à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non. Les mandataires ainsi nommés engageront l'association dans les conditions et limites de leurs pouvoirs.

Patrimoine, Comptes, Budgets

Art. 13. Les recettes de l'association consistent en:

- les cotisations des membres actifs et d'honneur,

- les dons, legs et subventions qu'elle pourra recevoir dans les conditions prévues par l'article 36 de la prédite loi du 21 avril 1928,

- les revenus du patrimoine,

- les recettes des manifestations et activités diverses organisées par elle. L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

Art. 14. L'exercice social correspond à l'année du calendrier et commence donc le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de l'approbation des présents statuts pour se terminer le trente et un décembre 2013.

Art. 15. A la fin de l'année, le conseil d'administration arrête les comptes de l'exercice écoulé et dresse le budget du prochain exercice, aux fins d'approbation par l'assemblée générale ordinaire, conformément aux prescriptions de l'article 13 de la loi du 21 avril 1928.

Les comptes sont tenus et réglés par le trésorier. Chaque mouvement devra être justifié par une fraction ou autre pièce comptable à l'appui. Les livres, les comptes et la caisse feront l'objet d'au moins un contrôle annuel par deux réviseurs désignés par l'assemblée générale.

Assemblée générale

Art. 16. L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres actifs.

Les articles 4 à 12 de la loi du 21 avril 1928 règlent les attributions de l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par écrit, au moins huit jours à l'avance.

Les invitations contiendront l'ordre du jour.

Art. 17. Tous les membres actifs ont un droit de vote égal dans les assemblées générales, tout membre actif peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire ayant lui-même droit de vote, moyennant une procuration écrite, sans qu'il soit cependant permis à un associé de représenter plus d'un membre.

L'assemblée générale décide par vote à main levée ou au secret.

Le conseil d'administration fixe la date de l'assemblée générale ordinaire qui se déroulera au premier semestre de l'année suivante et à l'ordre du jour de laquelle doit être portée l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et du budget du prochain exercice. Après approbation des comptes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs.

Art. 18. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président et à défaut de celui-ci, par le plus âgé des administrateurs présents. Les délibérations des assemblées générales sont régies par les articles 7 et 8 de la loi du 21 avril 1928.

Toute réunion de l'assemblée générale fait l'objet d'un procès-verbal portant les signatures du président et du secrétaire. Il est soumis à l'approbation du conseil d'administration. Les membres actifs et les membres sympathisants de l'association ainsi que les tiers pourront en prendre connaissance sans déplacement du dossier.

Modification des statuts

Art. 19. La modification des statuts se fait d'après les dispositions des articles 4, 8, et 9 de ladite loi du 21 avril 1928.

Dissolution et Liquidation

Art. 20. La dissolution et la liquidation de l'association sont régies par les articles 18 à 25 de la loi du 21 avril 1928.

En cas de dissolution volontaire de l'association, le conseil d'administration fera fonction de liquidateur. Après apurement du passif, l'excédent favorable aura une affectation se rapprochant autant que possible de l'objet social de l'association.

Dispositions générales

Art. 21. Les comparants au présent acte déclarent fixer le siège de l'association à L-5433 Niederdonven, 6, op der Dar.

Art. 22. Les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 précitée sont applicables pour tous les cas non prévus par les présents statuts.

Pour le conseil d'administration

Brosius Jean-Luc / Wester / Ourth Sven / Pohl Sébastien

Vice-Président / - / - / -

Référence de publication: 2013110789/138.

(130134450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Altice Pool S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.000.000,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 174.904.

In the year two thousand and thirteen, on the second day of July.

Before us, Maître Francis KESSELER, notary, residing in Esch sur Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

ALTICE VII S.à r.l., a Luxembourg "société à responsabilité limitée" incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 143.725 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The appearing party is the sole shareholder of "Altice Pool S.à r.l.",

a Luxembourg "société à responsabilité limitée" incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174.904, incorporated by a deed enacted by Maître Francis KESSELER on 31 January 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 717 dated 23 March 2013 (the "Company").

II. That the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the sole shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-) so as to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) up to two million Euro (EUR 2,000,000.-) through the issuance of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred (1,987,500) new shares (the "New Shares"), having a nominal value of € 1 (one Euro) each, together with the payment of a global share premium of EUR 83,012,500 (eighty-three million twelve thousand five hundred euro) (the "Share Premium");

2. Subscription and payment of the New Shares;

3. Amendment and restatement of Article 6.1 of the articles of association of the Company;

4. Miscellaneous.

The Sole Shareholder meeting having approved the chairman's statements and having been validly constituted and convened, has deliberated and, by separate and unanimous vote of the Sole Shareholder, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company in an aggregate amount of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-) so as to bring it from its current amount of € 12,500 (twelve thousand Euro) divided into 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a par value of € 1 (one Euro) each, to the amount of two million Euro (EUR 2,000,000.-) by the issuance of an aggregate number of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred (1,987,500) new shares (the "New Shares"), having a nominal value of € 1 (one Euro) each, together with the payment of a global share premium of an amount of eighty-three million twelve thousand five hundred (EUR 83,012,500.-) (the "Share Premium"), the whole to be fully paid up through a contribution in kind.

Subscription - Payment

There now appears Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed (the "Proxy Holder"), acting in her capacity as duly appointed attorney in fact of the Sole Shareholder by virtue of a power of attorney under private seal, being understood that the Proxy Holder may not be considered as shareholder.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy Holder and by the notary will remain attached to the present deed to be filed together with the registration authorities.

The Proxy Holder declares to subscribe all the New Shares in the name and on behalf of the Sole Shareholder representing a total amount of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-) and to make payment in full for such New Shares together with a global share premium of an amount of eighty-three million twelve thousand five hundred (EUR 83,012,500.-) by the contribution of 772,800 (seven hundred seventy-two thousand eight hundred) shares issued by Altice Holdings S.a r.l., having its registered office at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174.906 (the "Contributed Shares").

It results from the contribution agreement dated 2 July 2013, duly signed by the Sole Shareholder and the Company (the "Transfer Agreement") that the Contributed Shares have been transferred to the Company.

According to the valuation report issued on 2 July 2013 by the Sole Shareholder (the "Valuation Report"), the value of the Contributed Shares, contributed in exchange of the New Shares and the Share Premium amounts to EUR 85,000,000.- (eighty-five million euro).

The copy of the Valuation Report, after having been signed *ne varietur* by the Proxy Holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Thereupon, the members' meeting resolves to accept the said subscriptions and payments and to allot all the New Shares to the Sole Shareholder.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to modify and restate Article 6.1 the articles of association of the Company so that it can be read as follows:

« Art. 6. Share capital.

6.1 The share capital is set at two million Euro (EUR 2,000,000.-) represented by two million (2,000,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each."

Third resolution

The Shareholders resolve to grant power to any manager, Mr. Laurent GODINEAU or any other employee of Quilvest Luxembourg Services S.A., with registered address at 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, and any lawyer from the law firm LUTHER, established at Aerogolf Center, 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, to update the Company's shares register.

Expenses

The expenses, costs, fees and outgoings of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons the present deed is worded in French, followed by an English version; at the request of the same appearing persons, in case of discrepancies between the French and the English texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarized deed was drawn up in Esch sur Alzette on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said appearing persons signed with Us, the notary, the présent original deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède

En l'an deux mille treize, le deux juillet,

Par-devant nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

La société ALTICE VII S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.725, ayant son siège social au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg (l' «Associé Unique»).

Ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I - La partie comparante est l'associé unique de la société «Altice Pool S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le

numéro B 174.904, constituée par acte notariée reçu par Maître Francis KESSELER en date du 31 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 717 en date du 23 mars 2013 (la «Société»).

II - Que les 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'associé unique reconnaît avoir été dûment préalablement informé.

III- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du Jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 1.987.500,- (un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent euros) pour le porter de son montant actuel de €12.500 (douze mille cinq cent euros) au montant de EUR 2.000.000,- (deux millions d'euros) par la création et l'émission de 1.987.500 (un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune (les «Nouvelles Parts») et paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 83.012.500,- (quatre-vingt-trois millions douze mille cinq cent euros) (la «Prime d'Emission»), le tout étant payé au moyen d'un apport en nature;

2. Souscription et libération des nouvelles parts sociales émises;

3. Modification et refonte de l'Article 6.1 des statuts de la Société;

4. Divers.

L'assemblée générale des Associés ayant approuvé les déclarations du Président, se considérant comme dûment constituée et convoquée, a délibéré et pris par vote unanime de l'associé unique les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de EUR 1.987.500,- (un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent euros) pour le porter de son montant actuel de € 12.500 (douze mille cinq cent) divisé en 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales d'une valeur nominale de € 1 (un euro) chacune, à un montant de EUR 2.000.000,- (deux millions euros) par l'émission de 1.987.500 (un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de € 1 (un euro) chacune (les «Nouvelles Parts») et payer une prime d'émission d'un montant total d'un montant de EUR 83.012.500 (quatre-vingt-trois millions douze mille cinq cent euros) (la «Prime d'Emission»), le tout étant payé au moyen d'un apport en nature.

Souscription - Libération

Comparaît alors Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde (le «Mandataire»), susmentionné, agissant en sa qualité de mandataire, afin de représenter l'Associé Unique, en vertu d'une procuration sous seing privé, étant précisé que le Mandataire ne sera pas considéré comme associé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le Mandataire déclare souscrire au nom et pour le compte de l'Associé Unique à toutes les Nouvelles Parts pour un montant total de EUR 1.987.500 (un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent euros) et de les libérer intégralement avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 83.012.500 (quatre-vingt-trois millions douze mille cinq cent euros) par l'apport de 772.800 (sept cent soixante-douze mille huit cent) actions émises par la société Altice Holdings S.à r.l., ayant son siège social au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.906 (les «Actions Apportées»).

Il résulte de la convention d'apport datée du 2 juillet 2013, dûment signée par l'Associé Unique et la Société (la «Convention de Transfert»), que les Actions Apportées ont été transférées à la Société.

D'après le rapport d'évaluation émis le 2 juillet 2013 par l'Associé Unique (le «Rapport d'Evaluation»), la valeur des Actions Apportées, apportées en contrepartie des Nouvelles Parts, et de la Prime d'Emission s'élève à EUR 85.000.000 (quatre-vingt-cinq millions d'euros).

La copie du Rapport d'Evaluation, après avoir été signée ne varietur par le Mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal, et sera soumise avec le présent acte aux formalités d'enregistrement.

L'assemblée décide d'approuver lesdites souscriptions et libérations et d'attribuer les Nouvelles Parts à l'Associé Unique.

Deuxième résolution

A la suite de la résolution précédente, l'Associé Unique décide de modifier et de procéder à la refonte de l'Article 6.1 des statuts de la Société, afin de lui donner la teneur suivante:

« Art. 6. Capital Social.

6.1 Le capital social de la Société s'élève à deux millions d'euros (EUR 2.000.000,-) représenté par deux millions (2.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune.»

110975

Troisième résolution

L'Associé Unique donne pouvoir à tout gérant, à Monsieur Laurent GODINEAU, ou à tout autre employé de la société Quilvest Luxembourg Services S.A., ayant son siège social à 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, ainsi qu'à tout avocat de l'étude LUTHER, établie à l'Aérogolf Center, 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, pour mettre à jour le registre d'associés de la Société.

Coûts

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à sept mille euros (EUR 7.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Esch-sur-Alzette, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, ils ont signé ensemble avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 juillet 2013. Relation: EAC/2013/9109. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013110817/181.

(130135175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

BlueBay European Distressed Opportunities Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 152.394.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013106628/11.

(130130377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Boston A1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.407.040,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 140.361.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 22 juillet 2013 que:

- Cindy TEIXEIRA et Isabelle PROBSTEL démissionnent de leur poste de gérant de classe B de la société avec effet au 22 juillet 2013;

- François FELTEN est reclassifié en tant que gérant de classe B avec effet au 22 juillet 2013 et ce pour une durée indéterminée;

- Julia KLINGEN, née le 13 décembre 1982 à Boppard (Allemagne) et ayant son adresse professionnelle au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, est nommée en tant que gérant de classe A avec effet au 22 juillet 2013 et ce pour une durée indéterminée; et

- Francisco MENJIBAR, né le 10 octobre 1980 à Zaragoza (Espagne) et ayant son adresse professionnelle au 33 Jermyn Street, SW1Y 6DN Londres, Royaume-Uni, est nommé en tant que gérant de classe B avec effet au 22 juillet 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013106633/20.

(130129937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Cool Holding Ltd., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 152.495.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 10 juillet 2013

Le conseil d'administration de la Société décide de nommer Monsieur Jérémie BONNIN, né le 30 juin à Paris (France), demeurant professionnellement au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de président permanent du conseil d'administration de la Société pour la durée de son mandat d'administrateur.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société, extraordinairement en date du 10 juillet 2013

1. L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat des administrateurs suivants de la Société:

- Monsieur Laurent GODINEAU, demeurant professionnellement actuellement au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, administrateur,

- Monsieur Jérémie BONNIN, demeurant professionnellement actuellement au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, administrateur et président du conseil d'administration,

jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle en relation avec l'approbation des comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2013.

2. L'actionnaire unique prend acte de la démission de Madame Anne-Laure COATES de son mandat d'administrateur de la Société.

3. L'actionnaire unique décide de nommer, en remplacement de Madame Anne-Laure COATES, avec effet immédiat, Madame Emilie SCHMITZ, née le 8 février 1982 à Metz (France), demeurant professionnellement au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité d'administrateur de la Société, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle en relation avec l'approbation des comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2013.

4. L'actionnaire unique décide également de renouveler le mandat de ERNST & YOUNG, société anonyme établie et ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la Société, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle en relation avec l'approbation des comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013108841/31.

(130132037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Europe 94 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 45, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 49.994.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 Juin 2013

L'assemblée a pris les résolutions suivantes:

Révocation:

- Monsieur Serge HALLEUX, du poste d'administrateur

- Monsieur Georges ROUAULT, du poste d'administrateur

Nomination:

- Madame Ingrid STEVENS, née à Auvelais (Belgique) le 2 novembre 1973, domiciliée à Gruusstrooss, 24 à L-9991 Weiswampach, au poste d'administrateur.

- Monsieur Guiseppe DI GREGORIO, né à Lercara-Fredi (Italie) le 31 mars 1956, domicilié à Bois de la Croix Claire, 137 à B-4550 Nandrin, au poste d'administrateur.

Les mandats prennent effet le 11 juin 2013 et se terminent à l'assemblée générale ordinaire de 2017.

Modification adresse:

L'assemblée prend note de la nouvelle adresse de Monsieur Thierry VAN DE WERVE DE VORSSELAER, demeurant à 4, rue d'Olm à L-8281 KEHLEN.

I. STEVENS / J.-L. LOUIS / T. VAN DE WERVE DE VORSSELAER.

Référence de publication: 2013107874/22.

(130131573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2013.